

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Nombreux-appels-au-changement-a-l-ONU>

Nombreux appels au changement à l'ONU

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : lundi 19 septembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par l'Agence France-Presse

New York, Nations Unies, Le vendredi 16 septembre 2005

De nombreux appels ont été lancés de la tribune de l'ONU lors du sommet mondial cette semaine, en faveur de la création d'un nouveau système de défense des droits de l'homme, malgré l'opposition de deux poids lourds, la Chine et la Russie.

Les chefs d'État ou de gouvernement se sont accordés pour créer un Conseil des droits de l'homme pour remplacer l'actuelle Commission, discréditée, mais ont laissé à l'Assemblée générale le soin d'en mettre au point les détails : mandat, fonctions, taille, composition et méthode de travail.

« Je ne peux cacher ma profonde déception du fait que nous n'avons pu nous accorder lors de ce sommet sur tous les éléments requis pour rendre ce Conseil opérationnel », a lancé vendredi le Premier ministre canadien Paul Martin de la tribune de l'ONU.

Déplorant qu'on recoure « trop souvent à de la rhétorique creuse », M. Martin a exigé une action rapide et concrète pour établir un Conseil avec des critères d'accès crédibles.

La Russie, la Chine et plusieurs pays en développement ont torpillé la formulation défendue par les Occidentaux sur ce Conseil.

« Les États membres vont devoir travailler dur pour injecter de la substance lors des négociations qui vont se poursuivre sur les modalités du Conseil », a déclaré le Premier ministre australien John Howard.

Le président portugais Jorge Sampaio a estimé que le Conseil « devrait refléter avec courage et ambition une demande croissante sur cette question de la part de la communauté internationale ».

Les Occidentaux veulent que le Conseil siège en permanence et soit doté de critères d'accès stricts qui interdisent à des pays ne respectant pas les droits de l'homme d'y siéger.

L'actuelle commission des droits de l'homme ne siège que six semaines par an et les pays qui y siègent sont désignés au sein des groupes régionaux à l'ONU, ce qui a permis récemment à des pays comme Cuba, la Libye, le Soudan et le Zimbabwe d'y entrer.